

Ces réflexions m'amènent à la question que je voudrais poser au député. Il a dit qu'il était nécessaire de se serrer la ceinture. Puisqu'il vient de la Colombie-Britannique, je suis certain qu'il est au courant du budget que l'honorable Hugh Curtis a présenté dans cette province en 1983. Fait intéressant, certaines des personnes qui ont mené la campagne de réélection du premier ministre Bennett en 1983 étaient aussi très actives durant la campagne électorale des conservateurs. Elles donnaient apparemment le même conseil—«Ne dites pas aux gens ce que vous ferez après avoir été élus», et vlan! Le député sait quel genre de budget a été présenté en 1983. On y promettait une reprise grâce aux restrictions. D'après les prévisions économiques, le produit provincial réel devait augmenter de 6 p. 100, les investissements de 15 p. 100 et l'emploi devait progresser de 3.9 p. 100 en 1984. D'après les toutes dernières prévisions du Conference Board du Canada, le produit provincial réel diminuera de 0.1 p. 100 et l'emploi fléchira de 0.9 p. 100 cette année. Statistique Canada prévoit une baisse de 7.6 p. 100 des investissements. En fait, le taux de chômage désaisonnalisé est passé de 13.9 p. 100 en mai 1983 à 15.1 p. 100 en mai 1984 en Colombie-Britannique. D'après le chiffre le plus récent, le taux de chômage est toujours de 15.1 p. 100, bien sûr.

Comment le député peut-il croire que le programme d'austérité préconisé par le gouvernement améliorera le moindrement la situation économique au Canada alors que le programme d'austérité du gouvernement de la Colombie-Britannique n'a pas pu le faire? Les deux gouvernements prescrivent les mêmes remèdes. Le premier ministre (M. Mulroney) a peut-être un comportement plus agréable que le premier ministre de la Colombie-Britannique au chevet du malade. Le remède est toutefois le même. Cela n'a pas marché en Colombie-Britannique. Comment cela peut-il marcher au Canada?

M. Friesen: Je ne pense pas avoir prononcé le mot «austérité» dans mon intervention.

M. Manly: Vous avez parlé de déficit.

M. Friesen: Ce n'est pas la même chose que l'austérité. Les deux expressions sont peut-être synonymes dans l'esprit du député, mais je ne pense pas que ce soit le cas dans le dictionnaire. Je n'ai pas parlé d'austérité. Le député aurait sans doute intérêt à écouter plus attentivement avant d'intervenir.

Je pense qu'il a consacré environ les deux tiers de ses propos au gouvernement de Colombie-Britannique. Je n'ai pas été élu pour défendre la province de Colombie-Britannique à cet égard. Cependant, le député me fait penser à un enfant qui insulte quelqu'un dont il a peur en étant de l'autre côté d'une clôture, parce qu'il sait qu'il ne risque rien. Si le député s'intéresse tellement à la Colombie-Britannique, à la situation économique de cette province et à la façon dont le gouvernement aborde le problème, pourquoi ne se présente-t-il pas comme candidat aux élections provinciales pour pouvoir attaquer le gouvernement à l'Assemblée législative? Pourquoi s'en prend-il au gouvernement de Colombie-Britannique quand il est à 3,000 milles de la province?

L'Adresse—M. Friesen

M. Manly: Monsieur le Président, me permettez-vous de faire une brève observation pour répondre au député?

M. le vice-président: Une très brève remarque.

M. Manly: Je voudrais répondre au député en faisant remarquer que la situation actuelle au Canada est tout à fait comparable à ce que nous avons vu en Colombie-Britannique. Je suis navré de voir ce qui s'est produit en Colombie-Britannique depuis un an et demi et je ne veux pas que la même chose arrive au Canada. Je recommande fortement aux députés d'en face de regarder ce qui s'est passé en la Colombie-Britannique. Peut-être retiendront-ils la leçon et modifieront-ils leur politique avant qu'il ne soit trop tard.

M. le vice-président: Le député de Gander-*Twillingate* (M. Baker) désire poser une question.

M. Baker: Monsieur le Président, je ne désire pas poser une question. Je voudrais seulement formuler un petit commentaire. Je ne pense pas qu'il vaille la peine de poser une question. L'un des problèmes du système de sonorisation, c'est qu'il amplifie la voix de l'honorable député pour ceux qui regardent leur téléviseur, mais malheureusement pas ses idées.

Je l'ai écouté au fil des ans. Rien n'a changé dans la politique conservatrice de réduction du déficit. L'honorable député dit que c'est pour aider les gens. Selon lui, on aide les pauvres en réduisant l'assurance-chômage, on aide ceux qui arrivent à peine à joindre les deux bouts en majorant le prix de l'essence, on aide les fonctionnaires en abolissant des postes dans la Fonction publique.

L'honorable député a critiqué les libéraux pour avoir manqué à leurs promesses électorales de 1980. On n'aura jamais vu dans l'histoire du Parlement britannique, si peu de personnes faire autant de promesses à tant de gens, sans qu'aucune ne soit tenue par la suite, qu'au cours de la dernière campagne électorale. On vous serrait la main avant les élections, maintenant c'est à la gorge qu'on vous serre.

M. Friesen: Je commencerai par féliciter le député pour son originalité. Il a un faible pour les belles paroles et les phrases célèbres. Je pourrais peut-être améliorer sa dernière en la corrigeant: jamais dans l'histoire des conflits humains... J'apprécie les remarques caustiques qu'il me lance. Je me rappelle, il y a cinq mois, être à maintes reprises intervenu à la Chambre pour lui poser une question en sa qualité de président du comité permanent des pêches et des océans. Je n'y réussissais jamais. Il était toujours occupé derrière les rideaux et jamais à sa place pour que je puisse lui poser une question bien simple: «Pourquoi le comité permanent des pêches et des océans, après s'être attribué le mandat de se rendre en Colombie-Britannique pour y rencontrer les pêcheurs, n'en fait-il rien?» Comme il en était président, je voulais lui demander pourquoi le comité ne s'y rendait pas. Mais il ne restait jamais à sa place. Moi, au moins, je reste à ma place et il peut me poser toutes les questions qu'il veut.